# Extraits de l'entretien de M. Alain Juppé, ministre des affaires étrangères et européennes, avec "France 2" le 20 mars 2012, sur les attentats meurtriers de Toulouse et la situation en Syrie.

2012-03-20

Q - On va évidemment revenir sur le drame de Toulouse. Qu'est-ce qui domine chez vous, ce matin : l'indignation, la colère ?

R - Un choc terrible, une profonde émotion, beaucoup d'indignation, beaucoup de colère aussi. J'étais hier soir à Bordeaux, à la grande synagogue où il y avait plus d'un millier de personnes, parce que la communauté juive bordelaise est directement affectée. Vous savez que l'enseignant qui a été tué était d'origine bordelaise et beaucoup de jeunes juifs lycéens vont à Toulouse suivre des cours ; j'ai donc voulu exprimer ma compassion.

Et puis, nous nous sommes bien sûr immédiatement mobilisés. Le gouvernement a pris toutes les décisions, sous l'impulsion du président de la République, pour que la traque de ce monstre soit immédiatement déclenchée.

Q - Mais n'y a-t-il pas une certaine impuissance de la police face à un tueur aussi déterminé, aussi solitaire ?

R - Non, il n'y a pas d'impuissance. Nous le trouverons et nous le traduirons en justice ; il sera puni. Il n'est pas question de baisser les bras. Nous avons mobilisé, je le rappelle, toutes nos forces dans la région Midi-Pyrénées et même au-delà.

Q - Vous êtes le numéro deux du gouvernement, où en est l'enquête ce matin ?

R - Je ne peux rien vous dire de plus que ce que vous savez ; l'enquête est évidemment en cours. Là aussi, la justice est complètement mobilisée mais je ne veux pas donner de piste prématurée. Il semble qu'il y ait un lien étroit avec ce qui s'est passé à Montauban - trois militaires assassinés. Toutes les pistes aujourd'hui sont explorées.

Q - Peut-il y avoir un lien, peut-on l'imaginer, avec des conflits étrangers ? Au Proche-Orient, en Afghanistan ?

R - Je n'en sais rien et je ne veux pas, compte tenu de mes fonctions, faire des spéculations à partir de rien.

On peut toujours donner des interprétations personnelles, mais je m'en tiens à l'enquête et à ce que cette enquête établira, je l'espère, le plus vite possible.

Q - Il y a aussi une émotion à l'étranger

R - Il y a une émotion universelle. Nous avons reçu des messages de soutien de partout : des amis européens, d'Israël, du secrétaire général des Nations unies, du président Obama. C'est un choc mondial parce qu'il s'agit d'enfants, de petits enfants dans une école ; c'est la limite extrême, au-delà de la limite de l'horreur.

Q - C'est la première fois que cela arrive en France

R - C'est en effet la première fois que cela arrive en France. C'est pour cela que c'est un choc qui provoque ce réflexe d'unité nationale, qui, je crois, est à l'honneur de notre pays, et de sa classe politique, si souvent vilipendée. Je crois que la classe politique a réagi avec beaucoup de dignité.

()

Q - Je passe à un sujet très différent : la Syrie. Il y a aujourd'hui une réunion importante à l'ONU. Qu'attendez-vous ?

R - Nous ne relâchons pas nos efforts parce que le drame qui se déroule en Syrie, depuis des mois et des mois, est là aussi inacceptable.

Nous avons préparé - je ne vais pas rentrer dans la technique diplomatique - une déclaration de la présidence du Conseil de sécurité des Nations unies, avec un triple objectif : d'abord, obtenir une cessation des violences, dès que possible, un cessez-le-feu ; ensuite, permettre l'accès de l'aide humanitaire - je me bats sur ce point depuis longtemps ; enfin - et c'est pour nous extrêmement important -, poursuivre le processus politique.

On ne peut pas confisquer l'aspiration démocratique du peuple syrien qui est à l'origine de tout ce qui se passe en Syrie. Alors, c'est difficile, mais je sens que les Russes sont en train de bouger, un peu, parce qu'ils se sentent profondément isolés. Je voudrais tout de même rappeler que la France, devant le blocage du Conseil de sécurité, a eu recours à l'Assemblée générale des Nations unies, avec d'autres, et que nous y avons obtenu 137 voix, c'est-à-dire les deux tiers de la communauté internationale.

Nous avons aussi suggéré une réunion des Amis du peuple syrien. Une seconde réunion va se tenir bientôt en Turquie ; nous accentuons donc la pression. On peut dire : «c'est de

l'impuissance» Non, c'est beaucoup plus long que nous ne le souhaiterions. Le massacre continue mais nous allons, là aussi, maintenir cette pression et ne jamais renoncer.

Q - Faut-il armer les rebelles ?

R - Je ne le pense pas. D'ailleurs, une grande partie de l'opposition ne le souhaite pas et même s'y oppose. Pourquoi ? Parce que si on fournit des armes lourdes aux rebelles, on amorce - ce qui est déjà amorcé, hélas - un processus de guerre civile. La société syrienne est profondément divisée entre communautés : les alaouites qui sont minoritaires mais qui ont le pouvoir les sunnites, mais aussi les chrétiens qui sont très inquiets pour leur avenir. Donc, si l'on met des armes lourdes dans ce type de situation, le risque d'escalade est très élevé. Ce qu'il faut, c'est le cessez-le-feu, l'aide humanitaire et le processus politique.

Q - Une intervention militaire est-elle exclue ?

R - L'intervention militaire ne pourrait avoir de sens que dans le cadre d'un mandat des Nations unies. Nous n'allons pas nous projeter sur le terrain, comme cela, proprio motu. Or, les conditions ne sont pas et ne seront pas réunies pour obtenir ce feu vert. Je le répète, les pays de la région eux-mêmes ne le souhaitent pas.

La Ligue arabe s'est fortement investie dans ce conflit, c'est d'ailleurs un point essentiel. C'est sur ce plan de la Ligue arabe que nous devons agir. Je vous rappelle que ce plan prévoit un processus de transition politique et non pas une intervention militaire.

(s)source http://www.diplomatie.gouv.fr, le 21 mars 2012

---

Source : https://www.vie-publique.fr/discours/184716-extraits-de-lentretien-de-m-alain-juppe-ministre-des-affaires-etrange